



Troisième Conférence internationale sur le financement du développement

Déclaration générale de la Suisse

Addis Abeba, 13 – 16 juillet 2015

Excellences,

Chers collègues,

Mesdames, Messieurs,

Que de chemin parcouru depuis le lancement de ce processus il y a un an ! Il y a un an, nous parlions tous des grands défis qu'il nous faudrait surmonter sur la route d'Addis-Abeba. Nous avons déclaré qu'il nous fallait réfléchir – collectivement – au paysage global du financement du développement, qui a évolué de manière considérable depuis l'adoption du cadre de financement du développement à Monterrey. Nous avons également relevé que nos débats devaient intégrer de manière adéquate la dimension environnementale du développement durable, sans pour autant faire doublon avec des efforts

déployés ailleurs. Nous avons réaffirmé que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles sont essentielles pour parvenir à une croissance économique inclusive et équitable et au développement durable. La Suisse a lancé hier, conjointement avec d'autres États membres ainsi que ONU-Femmes et l'OCDE, le Plan d'action d'Addis-Abeba sur un financement transformatif pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Nous invitons d'autres États membres et d'autres acteurs à soutenir ce plan d'action et à accroître l'investissement dans l'égalité des genres pour le bien de tous. En parallèle, nous nous sommes attelés à l'élaboration du cadre que nous avons l'intention de mettre en œuvre aujourd'hui, à savoir l'agenda de développement durable pour l'après-2015.

Permettez-moi de souligner un résultat significatif et un enjeu de taille qui, pour mon pays, résumant les progrès accomplis jusqu'ici et le chemin qu'il nous reste encore à parcourir.

Tout d'abord, en ce qui concerne le document final négocié, il me semble que nous pouvons être fiers de l'accord qui, je l'espère, sera finalisé d'un moment à l'autre. Bien sûr, le chemin a été long, et les négociations n'ont pas toujours été faciles, mais globalement, nous

sommes parvenus à identifier différentes manières de répondre aux questions les plus pressantes de ces prochaines années. Cinq exemples :

- Premièrement, **le renforcement de la mobilisation des ressources nationales**, grâce à une combinaison de réformes domestiques, pour lesquelles il existe un besoin urgent, et de soutien international.
- Deuxièmement, **mettre en place des incitations et des mécanismes pour faire en sorte que les fonds privés** – qui constituent la source de financement la plus importante pour les ODD – contribuent au développement durable, non seulement en finançant directement le changement pour les femmes et les hommes, mais aussi en promouvant la mise en œuvre de normes de durabilité ambitieuses dans tous les domaines de l'économie. Cet aspect revêt une importance particulière en ce qui concerne l'environnement, où nous nous devons de prendre en compte les externalités négatives des activités économiques. A cet égard, la mesure la plus importante consisterait à attribuer un prix au carbone, et nous estimons que le Programme d'action d'Addis-Abeba plaide clairement en faveur d'une telle approche.

- Troisièmement, l'**APD reste centrale, et nous devons tous redoubler d'efforts pour garantir qu'elle** soit utilisée là où elle fait le plus défaut et où elle peut générer le plus d'effet grâce à une définition des cibles et des leviers de meilleure qualité, plus transparents et basés exclusivement sur les faits, et grâce à un soutien fort en faveur des biens publics mondiaux pertinents pour les personnes pauvres.
- Quatrièmement, il est indispensable de tirer pleinement profit du système multilatéral de financement du développement, capable de collaborer avec des partenaires publics et privés afin de combiner financement, connaissances et conseil politique, et de poursuivre les efforts visant à renforcer ce système. Nous saluons la création de nouvelles institutions multilatérales de développement, et nous nous attendons à ce qu'elles basent leur action sur les cadres normatifs existants dans les domaines social et environnemental.
- **Enfin, nous devons nous attaquer à la question des flux financiers illicites.** Un Etat ne peut pas financer son propre développement si les revenus générés par les activités économiques ne sont pas taxés et si les flux financiers quittant le pays sont plus importants que ceux qui y entrent. Le Programme

d'action d'Addis-Abeba énumère une série de mesures politiques importantes dans ce domaine, des mesures multidimensionnelles qui demandent une action tant au niveau national qu'au niveau international.

Permettez-moi de conclure en évoquant un défi que nous devons tous relever :

Addis-Abeba, ce n'est pas la fin, c'est le début ! Le jugement qui sera porté sur cette conférence dans dix ans dépendra moins de ce que nous disons ici que de ce que nous ferons une fois rentrés chez nous. Nous avons tous des devoirs à faire ! La transition vers un développement durable ne se fera pas automatiquement, elle exigera une action résolue de la part de chacune et de chacun d'entre nous. Disons-le d'emblée : cela ne sera pas toujours simple. Dans ce monde où notre développement menace et dégrade l'écosystème et les services fondamentaux qu'il fournit pour la vie et pour la civilisation humaine ; un monde où trop de garçons et de filles, d'hommes et de femmes n'ont toujours pas accès aux services de base qui leur permettraient de réaliser pleinement leur potentiel ; un monde où les disparités au sein des sociétés, mais aussi entre les Etats, augmentent à une vitesse

alarmante – dans un monde comme celui-ci, nous devons nous engager sur une autre voie. **Et nous devons faire vite, car le prix de la passivité sera bien plus élevé que celui de l'action.**

Je m'adresse à nous tous : mettons-nous au travail ! Ces derniers jours à Addis Abeba, nous avons vu et entendu énormément d'idées véritablement brillantes. Nous avons été saisis d'un texte qui fournit une vue d'ensemble de ce qui doit changer. Les excuses pour ne pas s'atteler à la transition vers le développement durable se font de plus en plus rares. C'est maintenant qu'il faut agir !

Je vous remercie.



Third International Conference on Financing for Development

Swiss General Statement

Addis Ababa, 13 – 16 July, 2015

Distinguished Excellencies,

Colleagues,

Ladies and Gentlemen,

What a long way we have come! When we started this process more than one year ago, we were all talking about the big challenges we need to overcome on the road to Addis. We stated that, collectively, we need to reflect on the global landscape of development finance that has changed dramatically since we adopted a financing for development framework in Monterrey. We also noted that we need to adequately capture the environmental dimension of sustainable development in our discussion without duplicating already existing efforts. We reaffirmed that achieving gender equality and empowering all women and girls are

essential to achieving inclusive and equitable economic growth and sustainable development. At the same time we have been elaborating on the very framework that we intend to implement here today, the post-2015 sustainable development agenda.

Let me highlight one important achievement and one key challenge that to my country sum up what we have achieved until today and what lies ahead of us:

First, in terms of the negotiated outcome document, I believe we can be proud of the agreement we will hopefully reach agreement on very soon. Of course, the path was long and at times negotiations were difficult, but overall we have identified various ways to tackle most of the common pressing issues in the coming years, for example:

- One, **strengthening domestic resource mobilization**, through a mix of much needed domestic reforms and international support.
- Two, **put in place incentives and mechanisms so that private finance**, which is the largest pot of money to implement the SDGs, works for sustainable development, not only by directly financing change for women and men but also by generally encouraging high

sustainability standards in the whole economy. This is also particularly important when it comes to the environment, where we need to factor in the negative externalities of economic activities. Putting a price on carbon would be the most important measure here, and we believe that the Addis Ababa Action Agenda speaks clearly to that.

- Three, **ODA remains important and we all need to work harder to make sure it** is used where it is most needed and where it can be most effective through better, transparent, and evidence-based targeting, leveraging, and support for global public goods that are relevant to the poor.
- Four, the need to fully capitalize on and further strengthen the system of multilateral development finance able to work with public and private partners to combine financing, knowledge and policy advice. We welcome new multilateral development institutions and expect them to build on existing social and environmental standard frameworks.
- **Five and finally, we need to tackle the issue of illicit financial flows.** Countries cannot finance their own development if revenues from economic activity remain untaxed, and more money leaves than enters a country. The Addis Ababa Action Agenda states a

number of important policy actions in this regard which are multi-dimensional and require action at the domestic and international level.

Now let me finish with one challenge we all have to address:

Addis is the beginning, not the end! How people will judge the success of this conference ten years from now depends less on what we say here but on what we do when we get home. We all have homework to do! The transformation towards sustainable development will not happen automatically, it will need bold action by all of us. And let's be clear: not all of these actions will be easy. In a world where our development is threatening and degrading the world's ecosystem and its life support services upon which human civilization depends; where too many boys and girls, men and women, are still lagging behind to achieve their full potential due to a lack of access to basic services; and where disparities in societies but also between countries are growing at an alarming pace, we need to change our course of action. **And we need to do so quickly, as the price for inaction will be much higher than the price of action.**

With that, I urge all of us to get to work! We have seen and heard so many brilliant ideas during these days in Addis. We have a text in front of us that provides the blueprint for what needs to happen. We are running out of excuses not to tackle the transformation towards sustainable development. The time is now!

Thank you!